

C'est la méthode Coué



©
D.R.

En matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, les objectifs chiffrés livrés par le ministre de l'énergie devant la commission des finances de l'APN lors d'un exposé sur le budget de son secteur, le mardi 4 novembre, laissent pantois.

En plus d'une capacité installée de 22 000 mégawatts en énergie renouvelable à l'horizon 2030, Salah Khebri avance un programme de généralisation de la mise en œuvre de l'efficacité énergétique dans les infrastructures et habitations, à travers l'isolation thermique de 100 000 habitations/an, la distribution de 10 millions d'ampoules à basse consommation/an et l'équipement de près de 50 000 véhicules/an en gaz de pétrole liquéfié (GPL). En ces temps de panne financière dans les deniers de l'Etat, la crédibilité d'un tel déploiement ne pouvait qu'être renforcée s'il était accompagné par le coût que cela nécessite et l'origine des fonds à allouer. D'autant que les recettes de l'Algérie en hydrocarbures ont rétréci de 26 milliards de dollars durant les neuf premiers mois de l'année 2015, ce qui équivaut à une baisse de 45% par rapport à la même période de l'année 2014 qui est elle-même une année difficile, selon toujours le premier responsable du secteur de l'énergie lors de son passage à sa cette commission.

Production d'énergie renouvelable, quel est le coût ?

L'écrasante capacité de ce programme se concentre sur le solaire. Il est connu que les installations de centrales photovoltaïques ont deux inconvénients majeurs, en plus de l'absence de production la nuit et du stockage, des coûts de fabrication élevés et des rendements faibles. À supposer que le savoir-faire ne fera pas défaut et que

les classiques contraintes et lourdeurs administratives peuvent être contournées, comment financer ce programme ? À titre indicatif, une centrale de 10 mégawatts coûte autour de 40 millions d'euros. C'est le cas de celle de Pocking, en Bavière (Allemagne) qui permet d'alimenter 3 300 foyers. Dans ce domaine des coûts, l'Allemagne est réputée pour ne pas être le dernier de la classe. Les Etats-Unis ont inauguré, en février 2014, la centrale d'Ivanpah dans le désert des Mojaves. C'est la plus grande centrale solaire au monde qui détrône d'ailleurs celle de Shams1 à Abu Dhabi aux Emirats arabes unis. Commencée en 2010, elle s'étend sur 5 kilomètres carrés, elle peut produire en période de pic 377 mégawatts (sciencesetavenir.fr). Ce projet qualifié de pharaonique est critiqué pour son prix qui est de 2,2 milliards de dollars (d'autres critiques comme la surface occupée ou les désagréments pour la faune sont aussi émises). Le projet Shams1 a, quant à lui, coûté 600 millions de dollars pour une capacité de 100 mégawatts. À l'heure actuelle, 7 centrales solaires sont en cours de réalisation à In Salah, Adrar et Timimoune. Ce projet qui s'étend sur 40 hectares est l'œuvre de la coopération algéro-allemande. Son coût est de 4,31 milliards de DA et la capacité totale est de 53 mégawatts. Il est clair que l'installation de 22 000 mégawatts demande des sommes autrement plus conséquentes et pas à la portée de n'importe quelle bourse, même étatique. Enfin, il est utile de noter que la durée de vie d'un panneau tourne autour d'une vingtaine d'années, la maintenance et les remplacements gagneraient aussi à être budgétisés sérieusement.

Isolation dans le bâtiment

Sauf si l'Etat prend en charge à lui seul cette opération, il est vain de croire que les ménages algériens ou les administrations se lanceraient (à supposer qu'ils en ont les moyens) dans des travaux pour économiser une énergie que le gouvernement promet de subventionner directement et durablement. Sur la question de l'isolation thermique le plan de transition énergétique de la France qui prévoit la réhabilitation de 500 000 logements par an à partir de 2017, est encadré par un dispositif attractif pour les ménages et les infrastructures. Il prévoit en plus d'incitations déjà en place un "chèque énergie" (environ 4 millions de bénéficiaires), des fonds de garantie pour accéder au microcrédit et réaliser les travaux, le développement de certificats d'économie d'énergie spécifiques (marché) et le renforcement des sociétés publiques pour permettre l'avance des fonds aux particuliers qui souhaitent engager des travaux. L'optimisme du ministre est difficile à partager alors que les métiers eux-mêmes de cette filière ne sont que timidement abordés par les cursus de formation, sans compter les dispositifs réglementaires, techniques et financiers indispensables à mettre en œuvre.

Conclusion

Nous avons eu l'occasion dans un article paru sur Liberté du 29 octobre de faire le point sur nos capacités de reconversion de véhicules au GPL/c. La reconversion de 50 000 véhicules par an, à ce carburant, est difficile à envisager dans l'état actuel de l'ensemble du dispositif et du coût des énergies classiques qui plombe encore la demande.

Il est vrai que des progrès importants sont attendus dans le monde pour une baisse des coûts des technologies solaires (photovoltaïque et thermique). Des projets innovants sont lancés chez nous comme Sahara Solar Breeder. Dans cette initiative de coopération entre l'université algérienne et le Japon, il s'agit de l'utilisation de l'énergie solaire produite dans le sud du pays pour alimenter les stations de dessalement. De plus il est prévu l'utilisation des matériaux locaux, le silicium contenu dans le sable du désert pour fabriquer les panneaux photovoltaïques. Mais dans tous les cas, il aurait fallu susciter la demande au lieu de s'arc-bouter sur les seules capacités de financement des pouvoirs publics. Dans ce cas les incitations ne peuvent cohabiter avec un prix de l'énergie maintenu artificiellement bas pour tout le monde. Enfin, il faut tout de même signaler que les prévisions les plus optimistes tablent sur 2060 pour que l'énergie solaire participe à hauteur d'un tiers dans le mix énergétique mondial.